

GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE DES PRIMAIRES SOCIALISTES

Jérôme Fourquet

20/12/2011

La géographie des primaires socialistes est contrastée. Si certains effets attendus se vérifient, tel que « l'effet fief », d'autres perceptions se confrontent à la réalité des chiffres. Cette étude, véritable plongée au cœur de « l'électorat de gauche », donne à réfléchir dans la perspective des échéances à venir.

La primaire socialiste d'octobre 2012 a été une grande première dans notre pays et, en cela, les ressorts de sa géographie restent encore à mettre au jour.

Pour appréhender la participation, l'étude se base sur l'électorat Royal au premier tour de la présidentielle 2007. C'est celui dont on peut considérer qu'il est l'électorat socialiste le plus « chimiquement pur » et qui représentait alors pas moins de neuf millions d'électeurs.

La mobilisation de cet électorat est fortement corrélée au « taux d'encadrement socialiste », c'est-à-dire au ratio entre le nombre de militants présents dans chaque département et le nombre de voix obtenues par Ségolène Royal dans ce département. Ainsi, dans l'Aube par exemple, alors qu'il y a 83 électeurs Royal par militant, le taux de participation est de 19,2 % des électeurs Royal. Dans l'Aude, pour un taux de 17,6 militants par électeur, le taux de participation des électeurs de Royal est de 35,6 %.

Au premier tour, Arnaud Montebourg est arrivé en tête dans son département, Martine Aubry dans quatre départements et François Hollande dans les 95 autres de métropole. Pour les trois premiers, leurs meilleurs scores se trouvent proches de leurs fiefs politiques. Ainsi François Hollande obtient 86,1 % des voix en Corrèze, Martine Aubry est à 54,2 % dans le Nord et, enfin, Arnaud Montebourg obtient 56 % en Saône-et-Loire et même 95,7 % dans son canton de Montret.

Cette analyse permet aussi de battre en brèche certains mythes. Ainsi, l'opposition Aubry-Hollande au second tour se serait traduite par une lutte entre le candidat des champs et celle des villes. En réalité, François Hollande a dominé Martine Aubry dans 134 des 167 plus grandes communes de France et dans vingt des trente-quatre communes dont le maire socialiste avait appelé à voter Aubry.

L'étude nous montre la résonance des propositions d'Arnaud Montebourg, notamment sur la « démondialisation » dans les territoires susceptibles d'y être réceptifs. Dans les faits, on ne trouve

pas de corrélation entre le vote du « non » au référendum de 2005 et le niveau du vote Montebourg. De même, les bastions communistes traditionnels n'ont pas marqué une adhésion à ses idées supérieure à la moyenne nationale. Il est même nettement en retrait dans des villes « très populaires » telles que Denain ou Grigny. Il réalise ses meilleurs scores dans les territoires fortement tertiariés et plus traditionnellement à droite. Le report des voix Montebourg au deuxième tour s'est d'ailleurs plus largement porté sur Hollande que sur Aubry, alors que celle-ci était considérée comme « plus à gauche » que Hollande.

Enfin, et c'est intéressant dans l'optique de la présidentielle, les départements à l'ouest d'une ligne Le Havre/Valence/Perpignan lui sont, dans leur majorité, le plus favorables. A l'inverse, les territoires de l'est, plus touchés par l'insécurité, la crise et la désindustrialisation et qui ont un vote Front national élevé, ne lui sont que peu favorables. Preuve que le candidat du Parti doit encore convaincre sur ces problématiques.